

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 19/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

EDILIANS ex IMERYS TC

65 chemin du moulin Caron
69570 Dardilly

Références : UD-R-SSDAS-23-141-LL
Code AIOT : 0006103699

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2023 dans l'établissement EDILIANS ex IMERYS TC implanté ZI de Quincieux - BP 10047 69650 Quincieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Arrêté sécheresse du 06/09/2023, alerte renforcée, Axe Saône.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILIANS ex IMERYS TC
- IMERYS TOITURE ZI de Quincieux - BP 10047 69650 Quincieux
- Code AIOT : 0006103699
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le site EDILIANS Quincieux (Ymeris Toiture) comporte une activité de fabrication de tuiles d'argile sur une parcelle d'une emprise de 11 ha, anciennement terres agricoles. Les bâtiments couvrent une

surface de 4 ha et ont été construits pour la plupart à la mise en service initiale de la tuilerie de Quincieux, en 1966.

Le 1^{er} arrêté préfectoral ICPE date de 1995. Il a été entièrement revu en 2006, avec à cette époque encore 3 lignes de production, dont la Q30 mise à l'arrêt en 2008. Le site reçoit de l'argile de la carrière de Haute-Rivoire (Sainte-Foy-l'Argentière, 69). Cette carrière dessert depuis 1880 plusieurs sites de production de « tuiles Sainte-Foy ». La technologie principalement mise en œuvre à Quincieux est décrite par l'exploitant comme l'hydrocasing. Après le moulage de tuiles avec de l'argile (15 % d'humidité), les tuiles sont placées sur des racks et chargées sur des wagonnets qui passent dans l'une ou l'autre des deux lignes de séchage / cuisson (unités Q31 et Q32).

Chaque ligne, d'environ 150 m de longueur et 6 m de large pour la Q32, comporte les phases successives de séchage et de cuisson, avec un système de fosse-four remplie d'eau et permettant de refroidir la base des wagonnets mais aussi d'étanchéifier le four lui-même. Ainsi le niveau d'eau de chaque fosse de 400 m³ environ, située sous l'installation de séchage et du four, est maintenu en permanence et constitue une condition de fonctionnement de la ligne. Le procédé est par lui-même consommateur d'eau, principalement dissipée par évaporation, à hauteur d'environ 180 litres par tonne de produit fini fabriqué, sur ce site, en 2022.

La rubrique ICPE principale est la 2523 : Fabrication de produits céramiques et réfractaires soumise à Autorisation au-delà de 20 t /j. Le site ne relève pas, à ce jour, de la réglementation IED, bien que produisant 117 000 t de tuiles en 2022 et employant 140 personnes. Par son arrêté préfectoral de 2006, l'établissement est autorisé à prélever jusqu'à 100 m³ / j et 60 m³ h dans son forage, sans que l'arrêté ne fixe de plafond annuel. Comme pour d'autres industriels, le prélèvement d'eau de forage fait l'objet d'une facturation par l'agence de l'eau (quelques centimes d'€ par m³).

La présente inspection réactive a lieu suite à la publication d'un arrêté préfectoral d'alerte renforcée, en date du 6/09/2023, enjoignant des mesures de réduction immédiate aux plus gros consommateurs industriels (+ de 7000 m³ / an).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- réaction à l'arrêté sécheresse, niveau d'alerte renforcée depuis le 6/09/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Sécheresse – réduction des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article Annexe 5	/	Publication site internet de la préfecture, Mise en demeure, respect de prescription	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et description du réseau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Sans objet
7	Sécheresse – réduction ciblée des consommations	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article Annexe 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse – gestion économe de l'eau	Code de l'environnement du 11/09/2023, article L211-1	/	Sans objet
3	Sécheresse – déclaration annuelle GEREPE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
4	Sécheresse – compteurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Sans objet
5	Sécheresse – sites demandant une exemption aux restrictions	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article Annexe 4.10	/	Sans objet
8	Respect des valeurs limites de rejet – Eaux	Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article Annexe 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis son démarrage en 1966, le site EDILIANS de Quincieux a bénéficié pendant de longues années d'une ressource en eau souterraine abondante et très bon marché. Lors de la présente inspection, le site n'est pas encore organisé pour s'adapter à un épisode de sécheresse renforcée, qui lui impose de réduire de 50% sa consommation d'eau.

Le non-respect de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2023 conduit l'Inspection à proposer une mise en demeure avec un retour attendu à la conformité sous 8 jours.

A moyen terme, le site doit anticiper la répétition chronique de ce type d'alerte et trouver des solutions de maintien de l'activité telles que la constitution de réserves d'eau de pluie pouvant permettre au site de tenir sur ses réserves lors d'épisodes similaires, en complément des mesures de réduction de la consommation d'eau par tonne de tuile produite. A long terme, un changement de technologie (four sans eau sous-jacente) pourrait être nécessaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/09/2023, article L211-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Actions pour économiser l'eau de manière pérenne
Prescription contrôlée : La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable
Constats : Lors de son implantation en 1966, le site de Quincieux bénéficie d'une ressource en eau de forage considérée comme abondante et bon marché. Les 4 ha de toiture ne comportent aucun système intégré de récupération d'eau de pluie, alors que le potentiel de ces 4 ha fournirait chaque année 24 000 m ³ . En 2005, la consommation d'eau de forage dépasse 60 000 m ³ , avec 3 lignes de production en service. En 2009, l'arrêt du four Q30 offre la possibilité de transformer la fosse-four d'une capacité de 380 m ³ en réservoir d'eau pluviale (appelée UH4 aujourd'hui). Le bilan de fonctionnement du site ICPE dans son ensemble, fait apparaître la nécessité d'entreprendre des actions de réduction de la consommation d'eau. L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mai 2010 demande à l'exploitant de remettre à l'Inspection pour le 30 juin 2010 une étude technico-économique de récupération d'une partie des eaux météoriques, pour utilisation dans le process. Il semble que cette étude n'ait pas été remise. En 2023, la fosse UH4 est reliée aux deux autres fosse-four afin de pouvoir recevoir l'eau restant en fosse-four lors de l'arrêt technique annuel de chaque unité Q31 et Q32. Lors de l'arrêt, l'eau est soit utilisée directement dans le deuxième four resté en fonctionnement, soit stockée dans UH4. Un nouveau projet est engagé en 2023 : récupérer l'eau de 4500 m ² de toiture, implanter dans le bâtiment un bassin enterré de 15 m ³ faisant office de tampon, lui-même étant relié au bassin UH4. L'investissement pour ce projet est de 42 k€, pour un apport d'environ 3000 m ³ d'eau de pluie par an. Ceci à comparer à un prélèvement 2022 d'eau de forage de près de 17 000 m ³ . Ce projet paraît

<p>efficace pour consommer l'eau de pluie « en direct » mais ne paraît pas adapté pour faire des réserves en prévision d'épisodes de plusieurs semaines sans pluie.</p> <p>La rénovation complète des 4 ha de toiture du site de Quincieux est envisagée par l'exploitant, avec une part qui serait équipée en panneaux photovoltaïques. A moyen terme, la création d'une réserve d'eau pluviale plus importante (> à 1000 m³ par exemple) permettrait à l'exploitant d'anticiper les périodes d'alerte sécheresse renforcée et contribuer à maintenir l'activité industrielle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et description du réseau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan fourni date de 2006 et ne comporte pas de mention des ouvrages souterrains ajoutés en 2007 (Est) et en 2013 (ouest) pour les eaux de voiries, avant leur rejet vers le réseau extérieur. De même, il ne comporte pas ou quasiment pas de détails sur les réseaux d'eau pluviale des bâtiments industriels du site ni sur les fosses-four et leur liaison au réseau existant.</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, fournir un plan à jour des circulations d'eau (tous types) sur son site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse – déclaration annuelle GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année dans l'application GEREP : -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau (dépassement des seuils de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/01/2008) ;
Constats : La déclaration GEREP 2022 a bien été faite. Le prélèvement d'eau de forage est de 16 923 m ³ , la consommation d'eau AEP est de 2 314 m ³ . Le rejet estimé d'eau du site est de 2 647 m ³ , le reste de l'eau s'étant évaporé des fosses-four durant le process de séchage et cuisson.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécheresse – compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Le registre de suivi interne, sous la forme d'un tableau excel, est bien tenu à jour. Le relevé est hebdomadaire, mais l'exploitant est passé à un relevé quotidien depuis le 13/09. Le compteur « forage » est aisément accessible, situé dans le cabanon à l'entrée Nord Ouest du site. L'index eau de forage relevé pendant la présente visite est à 104 999 m ³ et est cohérent avec l'index du registre informatique, à 104 947 m ³ le 13/09. Le compteur AEP, situé sous une plaque en fonte, vers l'entrée sud-ouest du site, est moins facilement accessible que le compteur forage. Lors de la visite, son index est de 29 176 m ³ et ce chiffre est cohérent avec le registre informatique des semaines et mois écoulés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécheresse – sites demandant une exemption aux restrictions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article Annexe 4.10
Thème(s) : Actions nationales 2023, procédé de fabrication et réduction des besoins en eau
Prescription contrôlée : Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce 3eme critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.
Constats : L'exploitant a produit un PSH, à partir de mars 2023. Le PSH mis à jour au 15/09 a été transmis lors de l'inspection. La consommation totale d'eau (forage et AEP) varie selon les années entre 150 et 320 litres d'eau par tonne de tuile produite (produit fini). En 2022, elle a été de 180 litres. Il existe un risque de dérapage de la consommation, à l'image de l'année 2021 (320 litres par tonne), la conduite des 2 fours ayant manifestement induit une surconsommation et une absence de réaction immédiate à cette surconsommation. D'après l'exploitant et à technologie comparable (four à hydrocasing), la consommation pourrait être ramenée à environ 150 litres / tonne produite, mais guère en deçà. En cas d'alerte sécheresse renforcée, l'exploitant prévoit : « Suspension du lavage des chariots + report de toute opération de vidange/nettoyage four + suivi quotidien des compteurs d'eau ». Dans le cas précis de l'alerte renforcée depuis le 6/09/2023, ces mesures se sont révélées insuffisantes (voir constat suivant). La remise en service d'un four après l'arrêt technique annuel, tel que Q32 remis en service le 4/09, peut conduire à des surconsommations momentanées. D'autre part, l'exploitant indique pouvoir économiser 5000 m ³ d'eau de forage grâce à un investissement de 42 k€ pour récupérer l'eau de 4500 m ² de toiture (cf constat 1). Cette estimation paraît surévaluée et impliquerait un cumul de pluie annuel de 1100 mm. En l'état, le PSH présenté est insuffisant pour que le site bénéficie d'une exemption en cas d'alerte renforcée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Sécheresse – réduction des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Alerte renforcée – réduction du prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 50% par rapport à la moyenne hebdomadaire. (regarder : Volume hebdomadaire depuis le début de l'année : Volume hebdomadaire depuis le passage en alerte / alerte renforcée : Réduction en % Respect de l'objectif de réduction : oui non)
Constats : La moyenne hebdomadaire de référence, s'agissant du prélèvement-forage, est de 376 m ³ lorsque le site fonctionne à plein régime (les 2 fours en fonctionnement simultané ; 20 semaines de fonctionnement hors alerte sécheresse, du 9/01/23 au 31/05/23). La consommation hebdomadaire d'eau de forage mesurée entre le 8/09/23 et le 15/09/23 est de 428 m ³ . L'exploitant explique cette hausse de la consommation par les réglages nécessaires au redémarrage de l'unité Q32 à compter du 4/09. L'Inspection constate que le compteur d'eau interne situé juste en amont hydraulique de Q32 est by-passé, son index étant fixe depuis le 30/06 à 35879. Lors de la visite, il y a bien un branchement, en amont de ce compteur, qui permet d'alimenter Q32 sans comptage de l'eau introduite dans Q32. L'exploitant n'a pas fait rétablir ou remplacer le système de comptage de l'eau consommée en Q32 pendant l'arrêt au mois d'août, de Q32. La ligne Q31, qui ne s'est pas arrêtée en août, est équipée d'un compteur fonctionnel. L'Inspection propose une mise en demeure pour un retour à la conformité sous 3 jours : - réduction du prélèvement hebdomadaire à 50 % sous la moyenne hebdomadaire, soit inférieure à 188 m ³ par semaine (376 /2).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Publication site internet de la préfecture, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 jours

N° 7 : Sécheresse – réduction ciblée des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Alerte Renforcée – réduction de la consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau)
Constats : En cas d'alerte sécheresse renforcée, l'exploitant prévoit : « Suspension du lavage des chariots + report de toute opération de vidange/nettoyage four + suivi quotidien des compteurs d'eau ». Dans le cas de l'alerte renforcée en vigueur depuis le 6/09/2023, ces mesures se sont révélées insuffisantes (voir constat n°6). L'exploitant indique pouvoir momentanément réduire de 25 % ses prélèvements et consommation AEP, mais ne pas pouvoir atteindre le -50 % en cas d'alerte renforcée, sauf à arrêter l'une des 2 lignes de production. L'exploitant doit, sous 3 mois, présenter sa stratégie d'adaptation réactive en cas de nouvel épisode sécheresse pour les 3 niveaux : alerte / alerte renforcée / crise. L'arrêt momentané d'une des 2 lignes de production doit faire partie des scénarios étudiés, avec les conséquences financières qui en découlent. Un autre scénario pourra être d'envisager la création d'une capacité de stockage importante d'eau pluviale, afin que cette eau permette au site de continuer de fonctionner plusieurs semaines consécutives sans faire appel à l'eau de forage et sans augmenter sa consommation d'eau AEP pendant l'alerte renforcée ou la crise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Respect des valeurs limites de rejet – Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article Annexe 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des VL de rejet
Prescription contrôlée : VL de rejet dans l'eau : Au moins une fois par an pour les eaux pluviales et les circuits de purge continus des fours, et à chaque vidange trisannuelle, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'IIC. Les résultats des contrôles sont transmis à l'IIC dès réception du rapport. La transmission des résultats des contrôles est accompagnée de commentaires : sur les dépassements constatés et leurs causes ; sur les actions correctrices prises ou envisagées. » VLE : PH entre 5,5 et 8,5 ; MEST 35 ; HCT 10 ; température < 30°C ; DCO 125 mg/l Eaux pluviales : fréquence annuelle sur chacun des deux émissaires.
Constats : Les exutoires Bassin Est et Bassin Ouest ont fait l'objet d'un contrôle annuel en juin 2022. Les VLE sont respectées. Un nouveau contrôle est programmé pour 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet